

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous notre contribution à votre consultation. Nous vous envoyons également cette contribution par courrier postal avec AR.

Nous avons pris le parti de répondre directement aux questions proposées mais surtout d'intégrer en question 4, les éléments principaux que nous souhaitons vous faire remonter.

**Question 1 :** Êtes-vous favorable aux nouvelles versions des conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport de gaz proposées par les GRT ?

**Réponse 1 FONROCHE BIOGAZ :** Non, les éléments développés en **réponse 4** sont à la fois bloquants pour le financement des projets et bloquants pour le développement de la filière.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à ce que les GRT portent les charges d'adaptation des postes aux dispositions réglementaires?

**Réponse 2 FONROCHE BIOGAZ :** il nous semble en effet obligatoire que les GRT prennent ce coût à leur charge dans la mesure où ils continuent de réaliser une marge de 300 % sur la vente des postes d'injection aux porteurs de projets. En effet, nous préférierions acheter nous-mêmes le poste d'injection et porter les charges d'adaptations dans le cas où elles se présentent.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à ce que le déclenchement d'un PUG à la suite d'un incident imputable au GRT soit exclu des cas de force majeure déliant le GRT de ses obligations ?

**Réponse 3 FONROCHE BIOGAZ :** Effectivement nous y sommes favorables. Vous verrez en **réponse 4** que nous souhaiterions surtout une application légale et jurisprudentielle de la force majeure.

**Question 4 :** Avez-vous d'autres observations portant sur les contrats de raccordement proposés par les GRT ?

**Réponse 4 FONROCHE BIOGAZ :** Eléments principaux sur lesquels nous souhaitons faire un retour :

**1- Garantie de disponibilité du Poste d'injection**

La garantie de disponibilité est à 95%. Nous souhaitons que cette garantie soit améliorée à 98%. Cette demande est en adéquation avec REX (retours d'expériences) récemment présentés par les Gestionnaires de réseau (GrDF et GRTgaz) sur la disponibilité constatée sur les premières installations (14 unités) en fonctionnement : supérieure à 98%.

Il nous paraît également nécessaire de ne plus plafonner cette garantie à seulement 5 % (=438

heures) de disponibilité. Le Gestionnaire de réseau a la responsabilité du dernier équipement (Poste d'injection) avant la valorisation du Biométhane. Cette vente du Biométhane représente 90% du chiffre d'affaires annuel des installations de méthanisation. Ce plafond est un 1er point bloquant durant le financement des projets en injection biométhane.

## **2- Plafond de responsabilité**

Les plafonds de responsabilité sont différents entre les 2 Gestionnaires :  
 - 200 000 € /an pour TIGF  
 - 600 000 € /an pour GRTgaz  
 Il s'agit d'un 2eme point bloquant durant le financement des projets. A nouveau, les Gestionnaires de réseau sont les derniers partenaires avant la valorisation du Biométhane, il est nécessaire qu'ils garantissent l'intégralité du flux qu'ils gèrent. Ces plafonds définis en Euros ne sont pas adaptés au projet de grande puissance. Pour exemple, notre premier projet en exploitation avec TIGF dont le débit nominal est de 420 Nm3/h ne peut bénéficier que de 3 semaines/an de production indemnisée (=200 000€/an) en cas défaut sur le Poste d'injection dû à TIGF.

Aucun plafond ne devrait être défini au vu de la position qu'ont les Gestionnaires sur la chaîne de valorisation de Biométhane. C'est d'ailleurs la situation connue avec ErDF sur les autres productions d'énergie renouvelable (photovoltaïque).

## **3- Force majeure**

Nous souhaitons une application légale et jurisprudentielle de la Force majeure. Celle proposée par les Gestionnaires de réseau inclue des incidents d'exploitations ou de grève du personnel du Gestionnaire de réseau. Il nous paraît inenvisageable qu'un cas de grève de TIGF ou de GRTgaz vienne désengager contractuellement le Gestionnaire de Réseau alors que 12 millions d'euros ont été investis dans une unité de production.

## **4- Rupture contractuelle**

Le recours au CORDIS de la CRE devrait être une issue obligatoire avant de déboucher sur une rupture contractuelle lorsque les Parties sont incapables de s'entendre.

## **5- Autoriser le Producteur à réaliser lui-même :**

- les mesures ponctuelles par des laboratoires agréés par les Gestionnaires de réseau  
 - l'achat du Poste d'injection directement auprès des constructeurs (Elster et autres). Un cahier des charges peut être défini par les Gestionnaires. Cette situation existe en Belgique, nous souhaiterions qu'elle soit reproduite en France pour dynamiser la filière. Le cas échéant, les Postes d'injections devraient être facturés au coût réel et non à un coût margé. Actuellement, les Gestionnaires les achètent 250 000 € et les refacturent 750 000 € aux Producteurs.

- le raccordement gaz. Là aussi un cahier des charges peut être défini par les Gestionnaires. Les constructeurs de canalisation sous-traient ces réalisations à des entreprises spécialisées. Nous souhaitons pouvoir gérer en direct les réalisations de ces ouvrages. Sur ces postes d'investissement, de trop importants décalages existent entre le coût réel et celui facturé au Producteur.

L'ensemble des surcoûts en lien sont des freins importants au développement de la filière.

Pour autant, nous pensons que les Gestionnaires de réseau peuvent continuer de proposer leurs services aux Producteurs qui ne souhaitent pas s'en occuper eux-mêmes.

Vous remerciant par avance, nous nous tenons à votre entière disposition pour tout complément ou pour se rencontrer et échanger de vive voix de ces éléments.

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez recevoir nos sincères salutations.

Bien

cordialement

Clément  
FONROCHE BIOGAZ

MADIER



**BIOGAZ**

**Clément MADIER**  
*Chef de projets injection Biométhane*

ZAC des champs de Lescaze  
47310 ROQUEFORT France  
Tél. : +33 (0)5 53 77 97 44  
Fax : +33 (0)5 53 77 21 51

Mobile : +33 (0)6 28 73 30 79  
c.madier@fonroche.fr  
**www.fonroche.fr**